

Les syndicats algériens soumis à l'Etat

Le deuxième congrès de l'Union Générale des Travailleurs Algériens s'est tenu à la Maison du Peuple d'Alger, du 23 au 28 mars dernier. A notre grand regret, nous n'avons pu obtenir, comme pour le premier congrès, un compte rendu et des impressions d'un camarade qui y a assisté (voir R.P., n° 480, de février 1963). Nous avons reçu cependant —, de la part du gouvernement algérien et de quelques camarades — assez de documentation pour pouvoir informer nos lecteurs sur la tenue du congrès et sur l'évolution du syndicalisme algérien, désormais tenu solidement sous la direction du seul parti politique, le F.L.N., dont Ahmed Ben Bella, président de la République, est en même temps le secrétaire général.

L'INDEPENDANCE REJETEE

On se rappelle comment s'est terminé le premier congrès de l'U.G.T.A. : Au dernier jour de ses assises, lorsque les délégués arrivent à 9 heures, ils trouvent leur place occupée, au présidium et dans la salle, par de nouveaux venus (et parmi eux de nombreux policiers) qui empêchent les dirigeants de prendre la parole et font rejeter à mains levées le rapport moral qui avait été présenté par la direction. Celle-ci quitte le congrès et tente en vain de tenir une conférence de presse pour dénoncer le coup de force. Et c'est ainsi qu'une nouvelle direction a été imposée à l'U.G.T.A.

Quel était le crime de l'ancienne direction ? Il n'y a pas de doute. C'est son attachement à l'indépendance du syndicalisme. Dans son rapport moral, Gaïd Tahar, secrétaire général de l'organisation, a dénoncé la tentative de « certains responsables du parti — qui n'ont rien de syndicaliste — d'accaparer l'U.G.T.A. et d'opposer des délégués désignés par eux à ceux qui avaient été régulièrement élus. » Et il révèle que « les militants de la centrale syndicale, qui voulaient demeurer des militants, ont tous refusé les fonctions ministérielles ou administratives qu'on leur offrait pour abandonner leurs postes syndicaux. »

Ben Bella était d'ailleurs intervenu dès le début du congrès pour le mettre en garde contre « l'ouvriérisme », qui aboutirait, selon lui, à créer une catégorie sociale « privilégiée » des travailleurs des villes par rapport à ceux de la terre.

A cette crainte de « l'ouvriérisme », Bourouiba, l'un des dirigeants sortants, a pu enfin répondre que, « sans organisation solide des travailleurs des villes, il ne peut être question de défendre les travailleurs des campagnes. » Et il a précisé que c'est parce qu'ils ont défendu une orientation basée sur l'indépendance du mouvement syndical à l'égard du parti, que les dirigeants de l'U.G.T.A. ont été éliminés.

Rien de semblable à ce second congrès. Selon l'opinion officielle, « la démocratie régna réellement durant tous les travaux », auxquels ont participé cinq cent soixante-deux délégués, « représentation réelle de la base », jouissant d'une grande liberté de discussion, ainsi que dans les votes et le choix de la nouvelle direction.

Il faut dire, en effet, que le congrès a élu une nouvelle direction, celle qui avait été imposée à l'issue du premier congrès, ayant été jugée sévèrement par de nombreux délégués. (Rappelons que cette direction était composée au moment du congrès (car elle avait subi des changements depuis le fameux congrès de 1963) des frères « Rabah Djerman, secrétaire général, et Mohamed Tahar, Chaffei, Mohamed Belhamine, Mohamed Salah Mestek et Ali Remli, secrétaires. »)

LES RAPPORTS DES SECRETAIRES

Les secrétaires sortants ont exposé différents rapports. *Djermane* a expliqué l'orientation suivie par l'U.G.T.A. *Tahar*, chargé de l'organisation, a essayé de justifier sa propre conduite, tout en reconnaissant certaines insuffisances. *Mestek* parla essentiellement des assurances sociales et des allocations familiales en suggérant d'en étendre l'application aux fellahs. *Belhamine*, responsable des

finances, aurait reconnu que « la direction actuelle ne s'est intéressée aux problèmes financiers qu'à travers des cas particuliers ». *Remli*, secrétaire à l'éducation, le mieux accueilli des secrétaires sortants, avait présenté un rapport fouillé et documenté sur l'importance du problème de l'éducation et de la formation des militants. Il suggéra qu'au même titre que le gouvernement, l'U.G.T.A. consacre au moins le quart de ses ressources à la formation des cadres.

Seul, parmi les secrétaires sortants, *Remli* fut applaudi par le congrès. Et il est à noter que si celui-ci a bénéficié d'une relative indulgence, et, à un degré moindre, son collègue *Mestek*, l'ancienne direction a été en bloc condamnée par le congrès, et des nombreux délégués qui sont intervenus, aucun, à notre connaissance, n'a défendu cette direction. Ce qui permet de penser que s'il y eut liberté de discussion au sein du congrès, cette liberté semble s'être exercée dans un sens unique et même que des menaces ont été proférées avant le congrès par sa commission de préparation qui (presse algérienne du 13 février), « condamne énergiquement la publication et la diffusion d'un document intitulé « contrôle ouvrier », par des éléments qui, tout en se réclamant de l'U.G.T.A., n'ont pas eu le courage de signer leurs écrits... et demande au parti et au gouvernement l'ouverture d'une enquête pour déterminer les origines de ce document, afin de prendre des sanctions envers les auteurs ».

Liberté de discussion et de vote, dit-on. La presse algéroise du 25 mars signale cependant quelques grincements et fait appel à la vigilance contre un travail fractionnel et reconnaît qu'il y eut des débats houleux au moment du vote sur les rapports des secrétaires sortants. Et la presse algérienne du 27 s'éleva contre « la forte abstention d'Alger qui, nous pouvons le dire sans aucune hésitation, semblait boycotter le vote ».

LA DISCUSSION

Liberté à sens unique, disons-nous. Avec quelques variantes cependant. Et bien des interventions témoignent d'un réel désir d'aborder les vrais problèmes et de leur trouver des solutions. Mais toutes (celles qui nous sont connues) concluent à la soumission des syndicats au parti.

Le « frère » *Guellati Mahmoud*, des cheminots de Saïda, s'attache aux problèmes économiques et voudrait que les efforts des pouvoirs publics, comme ceux du parti et de l'U.G.T.A. s'orientent en priorité sur les ressources et les possibilités du pays pour activer la création de nouveaux chantiers, de créer de nouvelles productions et développer celles existantes : alfatières, minières, agricoles, afin de fournir de nouveaux emplois et résorber le redoutable problème du chômage. Il suggère aussi que l'action syndicale soit axée sur l'intensification de la production et la qualité des produits.

En ce qui concerne l'orientation, il est catégorique : « L'U.G.T.A. doit prendre appui sur le parti. » Pas d'action séparée d'avec le F.L.N. « organisation tutrice, que nous considérons comme souveraine. »

Sadi Saïd Hamid, de Tizi-Ouzou, après avoir déploré les carences de toute la direction de l'U.G.T.A., ainsi que de la C.E. sortante, fait cependant exception en faveur du rapport sur l'éducation, qui montre que des résultats non négligeables ont été enregistrés.

Bourada Mohamed, de Sidi-Bel-Abbès, constate, avec amertume, que le secrétaire général est resté muet, dans son rapport, sur son activité depuis deux ans, qu'il considère comme nulle. L'Union régionale qu'il représente et qui a eu à affronter de grandes difficultés, n'a rencontré qu'une totale inertie quand elle a adressé des appels aux responsables nationaux. *Bourada* croit discerner même un « sabotage organisé » car « pendant près de deux ans, la majeure partie de ses membres ont été arbitrairement écartés de l'Union régionale, uniquement dirigée par trois éléments ».

Salah Messai, de Sétif, aurait voulu que le responsable de l'organisation, dont le résultat est « lourdement déficitaire », reconnaisse ses méfaits, au lieu de vouloir faire partager ses erreurs par d'autres. Mais celui-ci n'est pas le seul à « être mis au pilori ». Tout le secrétariat partage la responsabilité de sa carence dans le domaine de l'organisation.

Même son de cloche chez Oumeziane Mouloud, de Constantine : Le rapport du secrétaire général, dit-il, n'est pas à la mesure de sa responsabilité. Celui sur l'organisation ne présente aucun intérêt. Son auteur fait surtout état de ses voyages à l'étranger, alors qu'il aurait mieux valu réserver ses déplacements à l'intérieur du pays pour aider à l'organisation des U.L. et des U.R. pour les aider à résoudre leurs importants problèmes. Sur le plan financier, Oumeziane constate que les ristournes ne sont pas faites à l'organisme central par les U.R. et les fédérations et il s'étonne qu'un redressement n'ait pas été opéré, notamment par la réunion de la commission de contrôle élue au premier congrès.

Moussa Kebaili, de l'U.R. d'Alger, s'attaque surtout au rapport d'organisation, qui invoque le manque de cadres, alors que les cadres existent auxquels on n'a jamais fait appel. Au contraire, on s'est livré à une véritable campagne de désorganisation en tentant de dresser les militants les uns contre les autres. L'orateur aurait bien voulu savoir combien l'U.G.T.A. compte d'Unions locales et régionales régulièrement constituées, ainsi que le nombre de leurs syndicats et leurs effectifs. Qu'a-t-on fait pour le recrutement ? N'est-il pas paradoxal que le F.L.N. regroupe près de 400.000 militants alors que l'U.G.T.A., organisation de masse, ne compte que 200.000 adhérents, et qu'il existe plus de 500.000 travailleurs algériens émigrés à l'étranger...

Benhidjeb, de Bougie (Bejaïa) constate que le rapport d'activité n'apporte rien sur les réalisations concrètes de la Centrale, mais constitue surtout un plan d'avenir. Comme la plupart des orateurs, le délégué de Bougie se réfère aux discours du « frère Ben Bella », qu'il approuve naturellement. Il faut noter cependant qu'il semble être le seul à revendiquer pour les syndicats la charge des comités de gestion, des coopératives, etc., sans invoquer la tutelle du parti. Les syndicats, dit-il, doivent prendre et assumer leurs responsabilités devant la nation. Il n'est pas question de les domestiquer, ce serait nous faire offense à nous-mêmes.

Bourouiba, de l'U.R. d'Alger, souligne l'absence de l'esprit d'équipe des dirigeants. Et il s'étonne du silence observé sur les raisons qui ont motivé le changement du secrétariat de l'U.G.T.A., intervenu durant l'été 1963. Abordant le problème des salaires, l'orateur estime qu'il serait urgent de fixer le S.M.I.G. en fonction du coût de la vie et d'harmoniser les salaires des secteurs privé, public, semi-public et socialiste. « Il faut, dit-il, mettre fin à cette surenchère entre les différents secteurs de l'économie, très nuisibles à la stabilité des cadres et à l'équilibre économique. » Sur le plan international, Bourouiba constate que l'adhésion à la Conférence des Syndicats Arabes n'a pas suffisamment retenu l'attention du Secrétariat. Elle a permis aux secrétaires de profiter de rencontres internationales sans jamais réunir les responsables des U.R. et des Fédérations pour leur rendre compte de leur activité. En conclusion, le délégué d'Alger annonce qu'il votera le rapport du premier secrétaire avec réserve. (On a vu plus haut que le vote des délégués d'Alger a provoqué quelques remous.)

Dahmane Salah, de Batna, voudrait que les régions pauvres, qui ont supporté le poids le plus lourd de la guerre, aient priorité pour l'attribution des crédits et qu'un remède soit porté à la différence du niveau de vie, conformément à la Charte d'Alger. En prenant le nombre 100 comme moyenne du revenu algérien individuel, un habitant du département de Batna n'a que 30 ; celui de Tlemcen 70 ; d'Oran 200. Tandis que celui d'Alger reçoit 275. Ainsi, la disparité entre Batna et Alger est de 1 à 9. Le délégué de Batna réclame aussi l'unification du système d'allocations familiales et d'assurances sociales.

Passant au domaine de l'organisation, il estime que l'U.G.T.A. ne peut être un simple organe bureaucratique, le syndicat doit avoir de véritables racines populaires. Aussi, conseille-t-il la vigilance « pour barrer la route aux pseudo-techniciens et professionnels du syndicalisme, aux aventuriers, aux arrivistes ».

Hadj Kouider Lakhdar, de l'U.R. des Oasis, adresse les mêmes critiques aux dirigeants et se plaint que son département n'ait jamais eu la visite d'un membre de la Centrale. Celle-ci, après de multiples demandes, a attribué à l'U.R. une jeep consommant 25 litres de carburant aux 100 km, carburant que, malgré la proximité d'Hassi Messaoud, ils doivent payer 97 F 70 le litre.

Deradji Noureddine, d'Oran, réclame des poursuites contre tous ceux qui ont dilapidé les fonds des syndicats à tous les échelons de l'organisation.

Kouini Nasser, autre délégué d'Oran, renchérit sur les déclarations de Djeradi pour des poursuites judiciaires contre ceux qui ont dilapidé l'argent des travailleurs et se dit d'accord avec « l'illustre déclaration du frère Ben Bella » pour affirmer que le congrès de l'U.G.T.A. ne sera un véritable congrès que lorsqu'il verra 80 % des congressistes porter le « chèque ».

Djeriri Ahmed, de Tiaret, condamne, lui aussi, la direction de la Centrale et tout particulièrement le secrétaire chargé de l'agriculture et des coopératives.

D'autres délégués ont défilé à la tribune pour condamner la direction de la Centrale. En particulier, Assal, de Tlemcen ; Bendali Zoulair, de Blida ; Benaïssa, d'Annaba, etc.

LA NOUVELLE DIRECTION

Enfin, les rapports de la direction sortante repoussés, de nouveaux textes ont été élaborés et des résolutions adoptées sur chacun des sujets traités par les anciens secrétaires. La nouvelle direction de la Centrale syndicale comprend les frères Mouloud Oumeziane, secrétaire général, avec Mohamed Abib, Boualem Bourouiba, Tayeb, Lahcène Mimouni, Slimane Rabah, Abdelkader Drider, Mohamed Tahar Ouali et Boualem Rekiba, secrétaires.

Et pour qu'il n'y ait aucune équivoque dans l'orientation adoptée par le congrès, le nouveau secrétaire général Oumeziane a déclaré notamment ce qui suit : « Un syndicat révolutionnaire ne peut remplir pleinement sa mission et atteindre le stade gestionnaire que s'il y a un parti d'avant-garde qui l'inspire et le guide. »

Cette affirmation de principe ne reste pas théorique. Dans la résolution de politique générale adoptée par le congrès, toutes les précisions sont indiquées pour ne laisser aucune liberté aux syndicats dans le seul domaine qui est le leur, c'est-à-dire la défense des intérêts des travailleurs face à leurs employeurs, même dans le secteur privé où le recours à la grève « pourrait être envisagé », mais... « dans toutes ses actions, la classe ouvrière, où qu'elle soit, doit obéir au principe de la défense de l'Algérie socialiste », cet intérêt devant être placé au-dessus de tout. Ce qui veut dire qu'il ne suffirait pas que les syndiqués aient à se plaindre de leurs employeurs capitalistes, ils devront s'en référer aux détenteurs de l'Etat, seuls interprètes de l'intérêt de l'Algérie socialiste.

Inutile d'ajouter que la grève est proscrite dans le secteur autogéré parce qu'elle est considérée comme « un non-sens », pas plus qu'elle n'est envisagée dans les secteurs étatique ou semi-étatique. La seule action confiée aux syndicats est d'« améliorer la gestion, augmenter la production, élever la productivité... débarrasser les ouvriers de toutes les séquelles de la mentalité de salariés... » En résumé, « le syndicat doit œuvrer pour que la production soit au centre de ses préoccupations ».

Ainsi, l'U.G.T.A. se met complètement au service de « L'Algérie socialiste »... « L'Algérie socialiste » où le revenu moyen des habitants d'Alger s'élève à 9 fois celui de Batna et où des traitements de 200 et 250.000 francs sont offerts aux grands du régime pendant que les ouvriers agricoles d'Aïn-Témouchent touchent 735 francs par jour pour 6 à 7 journées de travail par mois !

EL TLEMÇANI.